

# Le Patriote Français.

JOURNAL COMMERCIAL, LITTÉRAIRE ET POLITIQUE.

BUREAU

du

JOURNAL.

Rue de las Cámaras n. 34.

HONNEUR ET PATRIE !

PRIX

de

L'ABONNEMENT

3 patucos par mois.

Le PATRIOTE paraît tous les jours, le lundi excepté. On souscrit au bureau du PATRIOTE où on recevra les annonces, lettres et avis, depuis 10 heures du matin jusqu'à 4 heures du soir. Les lettres et paquets doivent être adressés FRANCO. (ON INSERERA GRATIS LES AVIS DE MM. LES ABONNES.)

## Almanach Français.

- Dimanche 27 (1794). — Prise d'Envers, par le général Pichegru, contre les anglais.  
 (1794). — Prise de Liège, par le général Hntry, contre les Autrichiens.  
 (1794). — Combat dans la vallée du Bas-tan, par le général Moncey, contre les Espagnols.  
 (1812). — Combat devant Witeps, par le roi Murat, contre les Russes.  
 (1813). — Combat de Sarauzen, par le maréchal Soult, contre les Anglo-Espagnols.

## NAVIRES ATTENDUS POUR MONTEVIDEO ET BUENOS-AYRES.

Havre. — Le Paraná.

## MONTEVIDEO.

26 juil et 1845.

(Suite à notre article d'hier. 1.)

LE BLOCUS.

Muni d'instructions aussi positives et aussi pressantes M. Roger n'avait point à reculer et il ataquait les diverses questions qu'il avait à aborder avec fermeté sans doute, mais de manière cependant à éloigner jusqu'à l'apparence de la moindre exigence, ménageant ainsi à l'administration buenos-airienne les moyens d'arriver avec honneur à une transaction satisfaisante pour les deux nations. Mais plus que jamais l'esprit du système dominait dans le cercle rosiste et la discussion s'engagea : la camarilla déploya toutes les ressources de son machiavélisme accoutumé : interprétations absurdes, odieuses distinctions, fausses applications de certains principes, manières erronées, rien ne fut oublié. Mais le jeune consul fit tête à l'orage qui n'était que trop prochain et réfuta la camarilla avec tant de force de talent, de logique, que celle-ci se retrancha dans un moyen injurieux. Elle feignit de douter que M. Roger eût reçu de son gouvernement l'ordre d'agiter ces diverses questions et se prononça même, avec une assez grossière inconvenance à cet égard.

Malgré l'inexpérience qu'on lui a si injustement reprochée, notre consul qui ne pouvait sans compromettre la dignité de son poste, offrir au ministre rosiste une preuve directe de la tâche qu'il avait à remplir, eut sagement recours à un mezzo termine qui pouvait ramener à une conciliation : il choisit, à cet effet, M. le ministre anglais Mandeville, qui prit connaissance de quelques passages de dépêches qui indiquaient assez clairement la mission de M. Roger, et se chargea avec une espèce d'empressement d'en conférer avec M. Arana. Le fit-il ? ou se joua-t-il de la confiance qu'on lui témoignait ? c'est ce que nous devons ignorer ; mais la discussion recommença avec plus de vivacité que jamais.

Empruntions ici quelques lignes au chapitre des conjectures que nous aimons moins que personne, mais qui ne nous paraît point cependant à dédaigner lorsque ces conjectures acquièrent des circonstances un certain degré de vraisemblance.

Dans le moment où l'agent britannique se chargeait d'une mission qui l'honorait à tous égards ; la question d'orient était brûlante : c'est à cette époque même que la guerre parut imminente, inévitable entre les deux grandes puissances. *Io. Il convenait peut-être dès lors (selon M. de Mendeville) de laisser la France s'engager dans un conflit qui l'obligerait à distraire du théâtre de la guerre présumée, une partie quelconque de ses forces. — 2° . Le retard qu'éprouverait notre gouvernement dans l'obtention des immunités acquises à l'Angleterre depuis plusieurs années, déjà ne pouvait qu'être utile aux intérêts de ce pays ; 3° . enfin, M. Mandeville sollicitait alors avec instance de l'administration buenos-airienne une convention contre la traite des noirs : la camarilla ne voulait signer que moyennant une modification à l'un des articles du traité avec la Grande-Bretagne. En laissant la lutte s'engager entre nous et Rosas, le ministre anglais se trouvait en position de dire à celui-ci : *est-ce bien au moment d'une rupture entre la France et nous, quant aux franchises que nous avons consenties que vous devez exiger de moi une modification impossible ?* Les résultats tout négatifs de l'espèce de médiation officieuse M. de Mendeville, — la non-révision du traité anglais et la signature de la convention dont nous venons de parler, ont donné bien à croire que cet agent n'avait point négligé le moyen d'arriver par un abus de confiance aux trois fins qu'il se proposait.*

Quoiqu'il en soit, comme nous, l'avons dit, la discussion prit un caractère tellement irritant, que M. Roger crut devoir se transporter à Montevideo afin de se consulter sur les conséquences probables avec M. le contre-amiral Leblanc, commandant en chef à cette époque, les stations du Brésil, du Rio de la Plata et des Mers du Sud : il ne l'y trouva point, et force lui fut de revenir à son poste : mais la position pendant sa courte absence venait de se compliquer encore. Comme il l'avait annoncé quelque temps auparavant au ministère, la guerre que Rosas venait de déclarer à la Bolivie, devait l'entraîner à des actes arbitraires envers les étrangers : il en fut ainsi : la question du service obligatoire restait, il est vrai, suspendue ; mais les certificats d'immatriculation dont nos compatriotes étaient porteurs et qui suffisaient à établir leur nationalité, étaient mis en pièces par les autorités de l'intérieur ; on les obligeait à servir et on ne répondait que tardivement et en éludant, aux réclamations du consul, qui obtint enfin, que ces mêmes certificats seraient revêtus de la signature du général qui faisait alors fonctions de ministre de la guerre et de commandant général d'armes (D. Agustin Pinedo) et du sceau de son ministère. Quel fut son étonnement, sa juste indignation même, lorsqu'il apprit peu de jours après, que ni les armes du pays ni celles de la France n'étaient respectées. M. Roger parla haut : la camarilla prétextait ignoblement une méprise, s'engagea même à certaines mesures. Lorsqu'un honorable fonctionnaire de l'intérieur qui rougissait d'une conduite aussi dégradante, présenta secrètement au consulat une circulaire réservée dans laquelle le général Corbolan, aide-de-camp

de Rosas, ordonnait de la part du dictateur à toutes les autorités des campagnes, d'exiger impitoyablement le service de tous les sujets appartenant aux nations qui n'avaient point de traités avec la république. L'impudeur de la camarilla était des lors démasquée dans tout son hideux. Toute réclamation devenait désormais inutile : une protestation vigoureuse était indispensable, elle eut lieu.

M. l'amiral Leblanc, venait d'arriver à Montevideo de Rio-Janeiro, où se trouvait alors M. le prince de Joinville, qui, heureux de l'accueil magnifique qu'il avait reçu dans la capitale du Brésil, se préparait à répondre par une fête splendide à bord du beau vaisseau l'*Hercule*. Le prince cherchait au moment du départ de l'amiral à le retenir encore quelques jours, mais le respectable officier supérieur sachant ce qui se préparait à Buenos-Ayres lui répondit : « Prince, avant les fêtes, l'intérêt de notre pays et le service du roi votre père. » Cette belle réponse méritait d'être annotée sur les états de service du préfet maritime de Rochefort, et elle n'aurait nullement déplu au noble cœur du prince de Joinville.

Les conférences entre MM. Leblanc et Roger, furent courtes : entre deux hommes de bien qui avaient toute tracée la ligne de conduite qu'ils avaient à suivre, peu d'explications suffisaient. Tout fut froidement, sagement discuté ; tous les cas furent prévus, et une détermination fut arrêtée pour celui où l'homme d'action serait appelé à nous protéger à défaut d'autorité consulaire.

M. Roger revint à Buenos-Ayres : voyons ce qui se passa à son retour au moment de la crise dont nous avons tant souffert et dont les suites pèsent encore aujourd'hui sur nous ; et nous accablons de justes malédictions les détestables tendances au système auquel, ainsi que la population américaine si digne d'un meilleur sort, nous devons tous nos maux.

(La suite au prochain numéro.)

Puisque le Paket argentin la Nimfa avait été assimilé hier par les escadres intervenantes à un bâtiment de guerre de cette nation, et comme tel, mis sous le sequestre ; il était tout simple qu'à sa sortie du Buceo pour se rendre à Buenos Aires, la goëlette de guerre argentine *9 de Julio* (la Palmar) si elle était vue, fut arrêtée et soumise aux mêmes rigueurs : c'est ce qui a eu lieu aujourd'hui.

Voici quelques détails qui nous ont été fournis à cet égard et que nous croyons pouvoir donner avec toute certitude.

Avant que Rosas n'eut connaissance de la détermination qui tent d'être prise relativement à son escadre par les deux amiraux français et anglais, il avait envoyé à Brown par la Nimfa, l'ordre de se retirer de devant Montevideo, et de se rendre à Buenos-Ayres, ou peut-être dans le Paraná pour s'y mettre à l'abri en cas d'une rupture avec les puissances intervenantes. Mais son état d'arrestation ne lui permettant pas d'exécuter cet ordre, il fit des signaux dans la journée d'hier à la goëlette la *Palmar* à l'ancre au Buceo, pour qu'elle eût à se diriger sur Buenos Ayres.

Le vent debout ne lui ayant pas permis hier, de se mettre à la voile, la *9 de Julio* est sortie ce matin, et a

gagné le large. Mais elle a été aperçue par les navires surveillants, et immédiatement la corvette anglaise la *Satellite* s'est mise à sa poursuite, lui a tiré un ou deux coups de canon et l'a forcée à virer de bord et à la suivre jusqu'au mouillage de l'escadre argentine.

Dans la journée le brick argentin le *Cagancha* qui était un peu éloigné de l'escadre, et qui aurait peut être pu, dans la nuit, mettre la surveillance en défaut, a reçu ordre de se rapprocher du centre gardé et a changé de mouillage.

Vers deux heures, le *Dassas* est allé se mettre entre le brick amiral argentin *Belgrano* et la corvette 25 de *Mayo*. Ainsi gardés, toute évasion leur devient impossible.

Hier soir entra dans ce port, venant de Buenos-Ayres, une petite goëlette dont l'arrivée a sans doute, nécessité l'entrevue qui a eu lieu aujourd'hui, entre notre amiral et M. Turner, consul général de S. M. B.

Le "Constitucional", donne comme un bruit généralement répandu, que l'amiral Brown, avait adressé aux chefs des stations étrangères une note officielle portant: qu'il avait reçu ordre du gouvernement de Buenos-Ayres de retirer son escadre de devant ce port; et que les amiraux français et anglais lui auraient refusé le libre départ jusqu'à nouveaux ordres.

D'après la nouvelle que nous donnons ci-dessus, cette version du "Constitucional," nous paraîtrait parfaitement fondée.

#### NOUVELLES DIVERSES.

—De sinistres nuages s'entassent de plus en plus sur l'avenir de l'Autriche. Les mesures violentes que le cabinet autique avait annoncées contre la société hongroise du *Vedegylet*, et qu'il n'osa plus mettre à exécution, ont indigné toute la Hongrie. La diétine du comitat de Pest, qui vient d'avoir lieu, s'est passée presque entière en vociférations et en injures contre la tyrannie de l'Autriche, et surtout contre les dernières nominations royales d'administrateurs et d'obergespans. Kossath et le comte Teleki se sont distingués parmi les plus violents orateurs. La conclusion unanime a été de soutenir le *vedegylet* à quelque prix que ce fut.

—On écrit d'Alger au *Toulonnais*:

"Toutes les nouvelles qui arrivent du Maroc sont d'accord sur un point, c'est que l'anarchie la plus complète règne dans ce pays. On ne peut pas circuler dans l'intérieur de l'empire, et la sécurité est même gravement compromise sur la côte. L'agitation gagne de proche en proche, et tout fait craindre un prochain bouleversement. On dit l'empereur à Fez, d'où il ne pourrait sortir sans courir des dangers, tant l'irritation est grande dans les tribus. Le bruit a couru aussi que le prince envoyé avec des troupes contre Ab-del-Kader avait été contraint de s'enfermer dans la ville de Maroc. Il est certain que ces bruits n'ont rien d'officiel, mais il n'en est pas moins vrai que la situation du Maroc est extrêmement critique, et que l'on doit, s'attendre à voir surgir de ce côté des événements dont il serait difficile quant à présent de calculer la portée."

—Des troubles ont éclaté, assure-t-on, aux îles Seychelles, principale dépendance de l'île Maurice. Le gouverneur, M. Mylius, s'est renfermé, avec les officiers de l'administration et les gendarmes, dans l'hôtel du gouvernement. On avait placardé sur les murs de la ville du port Victoria, à Mahé, l'avis suivant: *Cinq cents piastres à qui portera à la police la tête de Charles Augustus Mylius*. Il ne paraît pas, du reste, que ces

troubles doivent avoir des suites graves. Les Seychelles ont été tout à fait ruinées par l'émancipation. Les recettes du trésor ne s'élèvent plus maintenant, dans ces îles, qu'à 6,250 francs, et les dépenses sont de 110,875 francs. C'est sur l'île Maurice que le gouvernement anglais fait poser ces charges.

New-York vient d'avoir le curieux spectacle d'une condition de femmes. Mille ouvrières se sont réunies le 2 mars sous la présidence d'une demoiselle Elisabeth Gray. Après avoir constaté l'insuffisance de leur salaire réduit à 8 ou 10 francs par semaine, les ouvrières associées ont décidé à l'unanimité que le salaire, devait être élevé à 2 francs par-jour. On dressera une liste de tous les maîtres qui voudront maintenir l'ancien salaire, et l'association repoussera de son sein ceux de ses membres qui continueraient à travailler pour un salaire inférieur.

—On commence déjà à se ressentir dans le midi de l'Espagne du développement que le commerce anglais a pris dans l'Inde et en Chine. Dans le seul mois de février, il est sorti pour ces destinations lointaines, de Xérés 33,438 arrobes de vin, —l'arrobe vaut environ 50 litres, —et 32,997 du port de Santa-Maria.

—Malgré les progrès incontestables tant politiques qu'industriels de la Hongrie, il est affligeant de voir combien ce pays est encore arriéré sous le rapport des voies de communication. Peut-on comprendre que, dans ce riche royaume, le blé et les céréales abondent tellement qu'ils y sont à un plus bas prix que dans aucun pays de l'Europe, et que néanmoins la disette règne en ce moment dans plusieurs comitats du nord? L'horrible état des routes défoncées et impraticables a également paralysé la grande foire magyare qui vient de finir à Pest. Les négociants des principales villes du royaume n'ont pu y faire transporter leurs marchandises. Les associés du *Vedegylet* en ont particulièrement souffert, puisque la vente des étoffes désignées comme *honi* (indigènes), comparée à celle des étoffes étrangères, n'a été, dit-on, à cette foire, que dans la proportion de cinq à six cent.

#### THEATRE DU COMMERCE.

Les Amateurs Dramatiques Français, réunis en société, sous la direction de l'un d'eux, dans le seul but de procurer quelques secours à leurs camarades blessés en combattant pour la défense de la capitale; préparent une représentation extraordinaire pour le 29 juillet 15<sup>me</sup> anniversaire de notre immortelle révolution. Au bénéfice de:

M. SORROGE,

*Souffleur de la société, blessé par un boulet étant en faction le 2 mai.*

La première représentation de:

LES CHAUFFEURS

Drame historique par MM. Cogniard et Valéry.

Divisé en cinq tableaux.

1<sup>er</sup> Tableau: *La terreur.*

2<sup>e</sup>: *La Confession.*

3<sup>e</sup>: *Le Rendez-vous.*

4<sup>e</sup>: *Le Presbytère.*

5<sup>e</sup>: *Le Châtiment.*

Le spectacle sera terminé

PAR

LA LAITIÈRE ET LES DEUX CHASSEURS.

Parade comique en un acte, imitée de Lafontaine et remise à neuf avec de vieilles pièces.

L'on pourra se procurer des billets de toutes places, chez M. Goret, place de la police, à la Ville de Bordeaux. Chez M. Labastie, café du Môle. Chez M. Suberville, café Français et au bureau, la veille et le jour de la représentation.

## AVIS DIVERS.

### AVIS.

A louer, cinq pièces avec cuisine, cour, etc., bonnes pour un négociant ou un consignataire, le tout à un prix modéré, rue du 25 de Mars, n<sup>o</sup> 298, ci-devant rue du Porton.

S'adresser pour traiter à la même maison.

### AVIS.

Il a été perdu ces jours derniers un chien sans poil, avec une hoppe blanche sur la tête.

La personne qui l'a trouvé est priée de le ramener chez M. Lafond, tailleur, rue del Rincon, n<sup>o</sup> , où elle recevra une honnête récompense.

### AVIS AUX PRISEURS.

Tabac de la régie de Bordeaux, nouvellement débarqué, chez MM. Isabelle et fils, rue des Trente-Trois.

### AVIS.

On demande un domestique qui sache parler l'espagnol et soit habitué au service d'une maison de famille. Celui qui, possédant ces qualités, pourra s'appuyer sur de bonnes recommandations, n'a qu'à se présenter rue du Sarandi, n<sup>o</sup> 159, où on lui donnera de bons gages.

### AVIS.

Une nourrice jeune et saine désirerait trouver un nourrisson pour le nourrir chez elle; la personne qui en aurait besoin, pourra s'adresser à la maison même, rue de l'Uruguay, N<sup>o</sup> 458, où au bureau du "Patriote."

### AVIS.

On a besoin d'une domestique qui présente des garanties d'une bonne conduite et qui puisse faire tout le service d'une maison comme femme de chambre, N<sup>o</sup> 46, rue de la Citadella.

### AVIS.

Toutes les personnes qui auraient des comptes à régler avec le soussigné, soit particuliers, soit de la legion, sont priées de se présenter à son domicile, depuis 8 heures jusqu'à midi, dans le plus bref délai possible, rue del Rincon n<sup>o</sup> 215, pour être reconnus et signés par lui.

J. C. THIEBAUT.

### AVIS.

La personne qui, par mégarde, aurait levé une lettre à la poste, à l'adresse de Dominique Dutour, est priée de la remettre chez M. Felix Dager, rue des Trente-Trois, ou au bureau du PATRIOTE.

Le Propriétaire-Gérant, Jh. REYNAUD:

Imprimerie du PATRIOTE FRANCAIS.